

Intervention de Philippe Meirieu après son élection à la présidence du Conseil fédéral d'Europe Ecologie – Les Verts (La Rochelle, le 5 juin 2012)

Chères amies, Chers amis,

C'est un grand honneur pour moi que d'être élu ainsi à la présidence du Conseil Fédéral. Je vous remercie infiniment de la confiance que vous m'accordez et je mesure ma responsabilité aujourd'hui, au moment où notre mouvement passe un cap décisif.

Je me réjouis, bien sûr, comme vous tous, qu'Europe Ecologie – Les Verts soit maintenant un mouvement rassemblé, unifié autour d'un projet, et, très bientôt, autour d'un programme dont nous avons vu, hier soir, que son élaboration était très avancée. Unifié, aussi, autour d'une motion de synthèse forte qui donne un mandat clair, pour la séquence électorale qui vient, à notre exécutif. Unifié autour d'un exécutif construit dans le respect du vote des militants, des compétences des uns et des autres, du souci d'efficacité aussi, nécessaire pour aborder une période qui va être décisive pour notre mouvement et notre pays.

Pour autant, après le vote d'hier, lors de notre Congrès, il ne faut pas minimiser l'importance de la mise en place du Conseil fédéral, bien au contraire.

Notre parlement est le lieu naturel du débat démocratique interne. Il doit incarner notre mouvement, au plus près des aspirations des militants, et permettre l'élaboration de notre stratégie politique. Nous devons, pour cela, être exemplaires dans notre fonctionnement. Et, afin d'y parvenir, je vous soumets quelques principes qui me paraissent essentiels...

► D'abord l'écoute entre nous, sans condition, ni exclusive : chacune et chacun, quelle que soit sa sensibilité, qu'il soit seul ou se veuille porteur d'une position collective, qu'il intervienne sur une thématique qui nous est habituelle ou sur une préoccupation nouvelle, doit être entendu. Cette écoute n'est nullement une concession bienveillante, elle est une exigence éthique et intellectuelle, une condition fondatrice de notre travail commun. Elle ne nous affaiblit pas. Elle constitue le gage de notre cohérence.

► Mais – heureusement ou malheureusement – notre fonctionnement n'est pas celui d'un simple groupe d'amis et, s'il doit être convivial, il n'en doit pas moins compter une organisation rigoureuse. J'ai pu éprouver les difficultés de la mise en place de cette organisation au cours de nos quelques mois de Conseil fédéral provisoire. Certes, nous avons bénéficié de la présence particulièrement précieuse des membres du bureau de l'ancien CNIR des Verts, nous avons profité aussi de la générosité chaleureuse et exigeante des nouveaux membres tirés au sort, mais il faut bien dire que cela n'a pas été facile : nous ne sommes pas parvenus à tenir les délais, à envoyer les ordres du jour et les motions au bon moment, à organiser le travail suffisamment en amont pour permettre une appropriation collective.

La qualité des débats s'en est ressentie... Nous devons progresser dans ce domaine : il faut, pour que les travaux du Conseil fédéral soient en interaction permanente avec le mouvement, qu'ils puissent se nourrir des débats et actions des groupes locaux comme des régions, en même temps qu'ils impulsent la dynamique collective. Il faut que nos allers-retours soient mieux organisés et que nous proposons à temps des documents clairs et bien construits. Ajoutons, toujours dans ce registre de l'organisation rigoureuse, l'importance d'un bon usage de nos listes Internet : autant, en effet, ces dernières peuvent être un formidable outil de communication, autant elles peuvent engendrer des dérapages insupportables : nous veillerons à bien séparer, comme cela est de règle en démocratie, la diffusion des informations de l'expression des opinions, et nous serons attentifs à ne pas nous laisser étouffer par la surenchère des « répondre à tous » !

► Le corollaire de l'organisation rigoureuse est la clarification obstinée. En effet, s'il est évident qu'il n'y a pas que des malentendus en politique – il y a de vraies lignes de clivage qu'il faut débusquer et regarder en face – il y a eu, et il y a encore sans doute, entre nous, pas mal de malentendus. En témoignent ces textes ou propositions insuffisamment explicités qui engendrent

des conflits inutiles : tout le monde croit comprendre, personne ne comprend vraiment la même chose et chacun accuse l'autre de s'être éloigné de la décision prise... La clarification, d'ailleurs, n'est pas simplement affaire d'habillage ou de qualité de formulation ; elle est l'exigence même de la pensée, exigence que nous devons à nos militants et à nos électeurs.

- ▶ Cette clarification est, d'ailleurs, une des conditions du débat respectueux : celui qui porte sur l'objet dont on parle et s'efforce de comprendre comment s'en saisir, le débat qui permet de faire avancer la réflexion collective et d'aboutir à des décisions acceptables pour tous... Il ne peut y avoir de vrai débat démocratique sans ce respect élémentaire et réciproque qui consiste à faire crédit à l'autre de sa bonne foi, à ne pas lui prêter des arrière-pensées tacticiennes et à s'astreindre soi-même à cette discipline. Transformer tout débat en « négociation » serait complètement mortifère pour notre démocratie interne.
- ▶ Passé le temps du débat, vient celui de la décision, bien sûr, qui doit être claire, univoque et appliquée avec obstination. Notre crédit, comme celui de tout humain, tient à notre capacité à tenir parole. Nous savons le caractère délétère des « décisions de jour de l'an » prises dans l'effervescence activiste et abandonnées très vite dès que la routine reprend le dessus. Notre conseil devra s'efforcer, dans ce domaine, à la plus grande rigueur. Dire ce que nous faisons et faire ce que nous disons. Quitte à préférer, modestement si c'est nécessaire, le minimalisme obstiné au maximalisme velléitaire.
- ▶ Permettez-moi, enfin, de formuler un dernier vœu pour notre Conseil : celui de ne jamais perdre le sens de l'humour. Je ne parle pas, ici, de l'ironie cinglante qui humilie l'autre en le clouant sur place ; je parle du détachement serein à l'égard de nous-mêmes qui nous préserve de « l'esprit de sérieux ». Car – ne nous y trompons pas -, c'est bien une des différences fondamentales de culture par rapport à nos partenaires et à nos adversaires politiques : même – et surtout – quand nous sommes très sérieux, nous ne nous prenons pas au sérieux. C'est ce qui nous sauve de la suffisance. C'est ce qui nous permet de ne pas nous enkyster dans nos mandats et nos carrières politiques. C'est, comme le disait Proudhon, ce qui conditionne notre liberté.

Rien de tout cela, évidemment, n'est très facile et nous aurons besoin de nous le rappeler régulièrement. D'autant plus que le chantier est considérable. Dans un premier temps, nous aurons à mettre en place une série d'instances importantes : le Conseil d'orientation politique (vingt membres élus de notre conseil fédéral auquel s'ajouteront une vingtaine de délégués thématiques), le Comité national d'éthique, l'Observatoire de la parité, l'Observatoire de la diversité, la Commission financière, la Commission électorale, le Conseil statutaire... sans compter la désignation de nos représentants au Parti Vert Européen. Je voudrais que la mise en place de ces instances se fasse dans la transparence et la sérénité, en respectant entre nous le principe de non-cumul et en faisant en sorte que chacun trouve une place qui lui permettra de travailler au service de tous. Je voudrais, ensuite, que ces instances fonctionnent régulièrement en se donnant des règles claires – et même de rituels – garantissant leur pérennité et leur efficacité. Qu'elles se dotent de procédures ritualisées pour la gestion de leurs réunions, la diffusion des informations, le suivi de leurs décisions, leurs relations avec le mouvement. Nous avons, dans ce domaine, un devoir de réussite : ces nouvelles institutions doivent être exemplaires et le Conseil fédéral aura à veiller tout particulièrement à cela dans ce temps de mise en route, après notre premier congrès.

C'est que l'enjeu – comme l'a dit Cécile Duflot hier – est considérable. Il s'agit de prendre toute notre place dans la vie politique française. Pour cela, nous devons devenir majoritaires dans l'espace public. Nous le sommes déjà, et bien plus que nous ne le croyons, dans un domaine comme le nucléaire où – comme nous l'apprend un sondage paru aujourd'hui – 73% des Français approuvent notre position. Ils l'approuvent, mais ne la croient pas vraiment tenable. A nous de montrer qu'elle est non seulement possible, mais nécessaire, indispensable même pour changer complètement - à travers la conversion écologique de l'économie – notre rapport au monde, nos rapports entre les êtres, mais aussi entre les peuples... Notre responsabilité politique est, aujourd'hui, considérable. Nous avons vécu, pendant plus de trente ans, l'alternance entre la social-

démocratie et le libéralisme.

Nous avons pris notre place dans cette alternance, et il fallait le faire. Mais l'heure n'est plus à un nouveau retour de balancier. D'autant plus que nous savons maintenant ce qui s'est passé réellement sous nos yeux : nous avons assisté à de subtils dosages, au gré des circonstances nationales et internationales, du libéralisme et de la social-démocratie. Au sein même de chaque étape, nous n'avons fait que déplacer le curseur entre « plus d'État » ou « plus de marché », sans jamais rechercher vraiment une alternative. Or, l'écologie politique est bien une alternative, utopique et concrète tout à la fois, radicale. Une autre manière de penser et d'agir qui substitue au pillage du monde par la concurrence acharnée entre les humains, la solidarité en actes, les solidarités qui s'engrènent sur les territoires et dans les sociétés pour réaliser, enfin, un monde à hauteur d'humanité... C'est bien parce que nous sommes convaincus de cela que nous avons donné un mandat clair, à travers notre motion de synthèse, à notre exécutif, pour qu'il crée les conditions de ce changement de logiciel pour lequel nous nous battons. Et c'est cela que nous attendons en 2012.

Un mot plus personnel, si vous le permettez, avant de conclure. Après René Dumont et Ivan Illich, avec André Gorz et Pierre Rhabbi, j'ai structuré mon engagement professionnel et politique autour de deux questions : « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? Quels enfants allons-nous laisser au monde ? »

Je suis venu à l'écologie politique par le mouvement coopératif et l'éducation à l'environnement. J'ai, très vite, été sensible à la question de Félix Guattari sur « l'écologie de l'esprit ». Je suis aujourd'hui préoccupé par le problème de l'environnement psychique de nos enfants... et de nous-mêmes ! Le monde a perdu cinquante précieuses années pour n'avoir pas écouté assez tôt les écologistes. Je ne voudrais pas que nous perdions autant de temps pour prendre conscience qu'après l'environnement naturel, c'est aujourd'hui l'environnement psychique qui est terriblement mis à mal. Nous devons dénoncer l'instrumentalisation des esprits par le « capitalisme pulsionnel », qui fait des humains les outils du marché, abolit le temps de penser et interdit de se projeter dans l'avenir. Nous devons résister au triomphe de « l'immédiateté », du « tout - tout de suite », nous opposer à la dictature de l'urgence, que ce soit entre nous ou à l'égard des médias. Attention à ne pas céder aujourd'hui à la tentation du court terme aveugle qui, hier, a détruit irrémédiablement nos ressources. Les écologistes portent haut – et ils ont raison – la préoccupation du long terme. Ils ne convaincront nos concitoyens que si, eux-mêmes, savent proposer d'autres modes de fonctionnement sociaux, plus respectueux de notre environnement aussi bien physique que psychique. Le chantier est immense. Il est aussi urgent.

Les travaux de notre Conseil fédéral ont besoin d'une perspective : nous l'avons. Ils ont besoin de méthodes rigoureuses : nous sommes décidés à les mettre en oeuvre. Ils ont besoin de détermination collective. Cette détermination se nourrit, aujourd'hui, de la mémoire des victimes de Fukushima, de la révolte des peuples arabes contre les dictatures corrompues. Elle se renforce au regard des effets désastreux de la sécheresse et à l'écoute des exclus, toujours plus nombreux, d'une société qui fait de l'exclusion du « maillon faible » son principe de fonctionnement. Il nous faudra être à la hauteur de l'espérance que nous devons aux désespérés. Je compte sur vous et sur nous tous pour cela.